



ARRÊTÉ

Service Santé Protection Animales
et Environnement

Arrêté préfectorale de mise en demeure
DCL-BRENV-2023-249-5

Communauté de communes Bresse Louhannaise Intercom
Site exploité :
station d'épuration mixte de Cuiseaux

Le PRÉFET de SAÔNE-et-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'environnement, livre V titre 1^{er} ;

Vu le décret du 5 octobre 2022 portant nomination du Préfet de Saône-et-Loire - M. SEGUY Yves ;

Vu la nomenclature des installations classées, notamment la rubrique 2752, station d'épuration mixte ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le décret interministériel N°2004/374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs du Préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°D2B2-00-1195 du 17 avril 2000 ;

Vu le diagnostic du bassin tampon réalisé par l'entreprise CIMEO, centre d'ingénierie, de maintenance et d'expertise d'ouvrages le mardi 21 novembre 2017 et le rapport n°CIM967 correspondant ;

Vu l'inspection réalisée sur site le 6 juillet 2023 et le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement référencé sous le n°2023-02198 en date du 28 juillet 2023 ;

Considérant les désordres suivants relevés lors du diagnostic du génie civil du bassin tampon par l'entreprise CIMEO en novembre 2017 :

- Forte altération des parements (plusieurs centimètres) du voile particulièrement sur la partie haute- disparition du béton d'enrobage faisant apparaître le spectre des armatures
- Parement béton du fût central très détérioré avec perte de section initiale de béton,
- Dissolution localisée des armatures de construction en pied de voile
- Corrosion gonflante des armatures de construction des cerces

- Fissuration importante du dallage avec suintement généralisé
- Corrosion avancée de la crémaillère- sectionnement de boulons d'assemblages attribué à la corrosion
- Légère altération des parements des bétons à l'extérieur du voile

Considérant, d'après l'étude réalisée par CIMEO, que ces désordres ne remettent pas en cause l'intégrité de la structure mais que des travaux de réparation doivent être réalisés dans les meilleurs délais ;

Considérant l'absence de travaux mis en œuvre par la communauté de communes Bresse Louhannaise Intercom' depuis la transmission de cette étude malgré les échanges avec l'inspection des installations classées lors des visites d'inspection réalisées en 2018 et 2020 ;

Considérant que le fonctionnement actuel de l'installation peut présenter des dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement notamment, la sécurité et la protection de la nature et de l'environnement et qu'en conséquence, il convient d'y remédier en mettant en œuvre les mesures adéquates ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la communauté de communes Bresse Louhannaise Intercom', propriétaire de l'installation, de respecter l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 avril 2000 qui prévoit : *Le pétitionnaire doit constamment maintenir en bon état et à ses frais exclusifs les terrains occupés ainsi que les ouvrages de rejet qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation* ; et l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 qui prévoit : *L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.* »

Considérant que l'exploitant a été informé, par courrier référencé 2023-02198 en date du 7 août 2023, de la possibilité de faire part de ses observations éventuelles sur les constats établis et le projet d'arrêté de mise en demeure dans un délai de 15 jours suivant la réception de ce courrier ;

Considérant le courrier transmis par Bresse Louhannaise Intercom' le 18 août 2023 ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de Saône et Loire ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : OBJET

En application de l'article L.171-8 du Code l'environnement, la communauté de communes Bresse Louhannaise Intercom' propriétaire de la station d'épuration mixte de Cuiseaux, Route de Dommartin, 71480 CUISEAUX, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre de la rubrique 2752, est mise en demeure de :

Dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté :

Faire réaliser un nouveau diagnostic de l'état du génie civil du bassin tampon collectant les eaux usées industrielles par une entreprise spécialisée et transmettre ce rapport à l'inspection.

Deux mois après la réception du diagnostic :

Proposer à l'inspection des installations classées un échéancier des travaux de réhabilitation du bassin tampon qui seront préconisés par le diagnostic établi ou bien des travaux de construction d'un nouvel ouvrage si cette option est privilégiée.

Conformément à l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation :

Pour tous travaux prévisibles nécessitant l'arrêt ou la réduction des performances de la station ou le rejet d'eaux brutes, l'exploitant devra établir un programme annuel de chômage qu'il communiquera à l'inspection des installations classées et au Service chargé de la pêche. L'exploitant précisera les dispositions qu'il compte mettre en œuvre pour réduire l'impact du rejet sur le milieu récepteur. Tous les travaux ou incidents imprévisibles se traduisant par une baisse des performances du système d'assainissement et d'épuration devront être signalés immédiatement à l'inspection des ICPE et au service chargé de la pêche.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Faute pour la communauté de communes Bresse Louhannaise Intercom' de se conformer à la présente mise en demeure dans les délais impartis précisés précédemment, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : MESURES DE PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Cuiseaux pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de Cuiseaux.

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône et Loire (<http://www.saone-et-loire.gouv.fr>) pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION ET AMPLIATION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Saône-et-Loire, Madame la Directrice départementale de la protection des populations sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à la mairie de la commune de Cuiseaux.

Fait à Mâcon, le

- 6 SEP. 2023

Le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire



Agnès CHAVANON

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.